

nines d'un bout à l'autre du Canada est le suivant: "Utilisez tout! Usez les choses complètement! Contentez-vous de ce que vous avez!" Et cela pour deux raisons; premièrement, afin d'avoir plus de fonds pour acheter des obligations, et, deuxièmement, afin de libérer de la main-d'œuvre pour les travaux de guerre essentiels. J'approuve entièrement ce programme, et je l'ai appuyé de mon mieux. Cependant, je n'ai pas encore entendu le Gouvernement demander aux gens de boire moins afin d'acheter des obligations. De fait, parce que l'industrie des spiritueux apporte des revenus considérables au trésor fédéral il semble admis que le Canada pourra remporter la victoire en buvant le plus possible de boissons alcooliques.

Voici le raisonnement que tenait devant moi, hier, un honorable membre de cette Chambre. J'espère qu'il ne m'en voudra pas de m'en servir. Il disait, du point de vue purement matériel, abstraction faite du point de vue moral: "Est-ce qu'il importe beaucoup que le Gouvernement reçoive cet argent sous forme de droits sur ces boissons plutôt que par l'achat d'obligations de guerre, pourvu que l'argent entre dans le trésor?" Je suis d'avis, honorables sénateurs, que cela fera une énorme différence dans cinq ou dix ans d'ici. Lorsque nous traverserons la période de rajustement après la guerre, il importera beaucoup que nos jeunes gens et nos jeunes femmes,—je regrette d'être obligée de les comprendre également dans mes observations,—aient consacré leur superflu à l'achat de certificats d'épargne et d'obligations plutôt qu'à l'achat de boissons alcooliques. La chose sera d'une grande importance pour eux et pour le pays au cours de cette période de rajustement qui suivra la guerre. Les membres de cette Chambre sont assez âgés pour savoir ce qui est arrivé après la dernière guerre. Quantité de gens qui avaient gagné beaucoup d'argent pendant cette période n'avaient pas le sou lorsque la crise se fit sentir. Pour cette raison, si non pour d'autres, je félicite de tout cœur le Gouvernement d'avoir inauguré son programme d'économie obligatoire, particulièrement en ce qu'il a trait à la jeune génération de notre pays.

Dans un journal du 17 juillet je relève un article intitulé: "Les besoins de guerre diminueront la production des spiritueux". L'article fait remarquer que les nécessités de la guerre accompliront ce que le Gouvernement a hésité de faire: elles diminueront la production des boissons alcooliques, parce que les distilleries canadiennes devront affecter à la production du caoutchouc synthétique de fortes quantités d'alcool qu'elles ont actuellement en entrepôt, et celles-ci ne pourront, en conséquence, servir à la fabrication des boissons

L'hon. Mme FALLIS.

alcooliques. Cependant, si nous continuons la lecture de cet article nous constatons que ces effets ne se feront pas sentir avant deux ou trois ans. Qu'arrivera-t-il dans l'intervalle? Si nous voulons libérer plus d'hommes et plus de fonds pour les fins de la guerre, il est temps d'agir immédiatement.

Voici ce que je lis dans un autre article:

Les nécessités de la guerre contribuent dans une certaine mesure à la solution du problème de la réduction, temporairement, mais on ne touche pas à la question fondamentale.

Le rédacteur pose ensuite la question suivante:

Qui trouvera le moyen à employer pour faire diminuer la demande des boissons alcooliques? Le Gouvernement fédéral? Les gouvernements provinciaux? L'industrie elle-même? Ou ceux qui se rendent compte des effets néfastes de l'abus?

Je ferai respectueusement remarquer qu'on pourrait y arriver en groupant les efforts de ces organismes sous la direction du Gouvernement fédéral, et j'oserai émettre les vœux suivants:

1. Le Gouvernement fédéral pourrait convoquer une conférence de représentants des gouvernements provinciaux,—on les a réunis en conférence pour des questions moins importantes,—et essayer d'en venir à une entente en vue de diminuer les heures de vente et de restreindre les ventes mêmes.
2. Le Gouvernement fédéral pourrait entreprendre une campagne dans les journaux et à la radio, comme il l'a fait chaque fois qu'il a voulu atteindre une fin quelconque, et demander aux gens de consacrer à l'achat d'obligations une partie de l'argent affecté à l'achat de la bière.
3. Le Gouvernement fédéral pourrait prendre les hommes employés par cette industrie non essentielle et les affecter à un travail de guerre important.
4. Le Gouvernement fédéral pourrait demander à toutes les associations nationales de participer à une campagne dans le but de démontrer au peuple qu'il est nécessaire de diminuer les dépenses de ce côté afin de pouvoir acheter une plus grande quantité de certificats et d'obligations.

Honorables sénateurs, je suis bien convaincu que le Gouvernement fédéral, s'il voulait bien prendre de telle mesure et donner des directives en vue de résoudre ce problème, aurait l'appui de la majorité de nos concitoyens, et certainement l'appui de la très grande majorité des femmes du Canada.

L'honorable A. B. COPP: Honorables sénateurs, je prends la parole, non pas pour m'opposer aux observations de l'honorable sénatrice de Peterborough (l'honorable Mme Fallis), mais plutôt pour lui dire combien j'apprécie les excellentes suggestions qu'elle a